

## MAROC

## Attaque en mer

Le 23 décembre, le front Polisario a renoué avec la tactique des attaques de chalutiers au large du Sahara occidental en mitraillant et incendiant un bateau de pêche appartenant à une société mixte maroco-sud-coréenne. On a appris de source sûre que trois marins sud-coréens avaient été pris en otage, huit autres étant portés disparus, tandis que d'autres chalutiers, qui s'étaient portés à leur secours, avaient pu sauver huit marins sud-coréens et les huit marins marocains présents à bord. L'attaque a été lancée alors que la nuit venait de tomber. Le chalutier a d'abord été mitraillé, puis incendié au moyen de grenades.

L'attaque du chalutier maroco-sud-coréen, ont souligné les observateurs, a été lancée à un moment très critique, aussi bien pour le Polisario que pour le Maroc, et alors que le Polisario avait annoncé peu avant une « offensive militaire marocaine d'une ampleur sans précédent, menée par plus de 25 000 hommes, appuyés par des blindés et l'aviation ». Fidèles à leur ligne de conduite, les autorités n'avaient ni confirmé, ni démenti les affirmations du Polisario.

• **Le corps d'un marin du chalutier sud-coréen coulé le 23 décembre par le Polisario au large du Sahara occidental a été retrouvé**, trois autres ont été enlevés et sept marins portés disparus.

Selon un rapport du consulat général sud-coréen à Las Palmas (Canaries), le chalutier Ain Ouali jaugeant 350 tonnes a coulé 24 h après avoir été attaqué et incendié par un commando du Polisario. Les membres du commando qui a attaqué le navire ont enlevé trois membres de l'équipage dont le capitaine Park Song Joo et l'on craignait que les 7 disparus soient morts. 16 autres membres de l'équipage, huit Coréens et huit Marocains avaient été repêchés par des navires marocains, et, selon le rapport sud-coréen, amenés au port de Dakhla pour être interrogés par les autorités.

• Parmi les nouveaux accords hispano-marocains en cours de négociations, il est prévu la livraison au Maroc de **nouveaux équipements militaires**, la réalisation de manœuvres conjointes et l'entretien et la réparation des navires de guerre espagnols dans les ports marocains.

• Après Fès, pour la deuxième fois, la société française Borney S.A. d'Argentan a livré des **drapeaux** de 1 x 1,50 et 2 x 3 mètres de grandeur de toutes les nationalités présentes au sommet islamique.

## Accord de coopération

Le Maroc et la Tunisie ont paraphé à Rabat un projet d'accord de coopération dans le domaine de la marine marchande.

• A l'occasion de l'homologation des services techniques aéronautiques de la compagnie nationale Royal Air Maroc par l'administration fédérale de l'aviation américaine FAA une cérémonie a eu lieu au siège de la direction de la RAM au cours de laquelle M. Swatek, directeur régional de la FAA pour l'Europe et l'Afrique a remis un **certificat d'agrément de la FAA** (Air

Agency Certificate) au président-directeur général de la RAM, le général Driss Ben Aomar El Alami.

## ALGERIE

## Combattants palestiniens

Le 26 décembre, un total de 866 Palestiniens dont 621 combattants, ont débarqué à l'aube au port d'Alger du ferry-boat grec Ionian Glory. Parmi les combattants, dont les armes individuelles avaient été mises sous clef dès leur embarquement à Tripoli (Nord-Liban) pour leur être restituées à leur débarquement à Alger, figuraient une quinzaine de femmes. Quant aux familles qui les accompagnaient, elles comprenaient 245 femmes et enfants. M. Khalil El-Wazir (Abou Jihad) commandant en chef-adjoint des forces armées palestiniennes était à bord.

Les Palestiniens ont été accueillis à leur arrivée par le ministre des Anciens Combattants, M. Bakhti Nemmiche et le commandant de la 7<sup>e</sup> Région militaire ainsi que le représentant de l'OLP à Alger, M. Abou El-Liz.

• **Le recomplètement de l'atelier de calibration fixe** et la réalisation d'un atelier d'étalonnage et de calibration monté en shelter a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction de la planification et du budget, DASC, MDN, BP 298, Alger-Gare.

• **La fourniture de matériel de radiologie** destiné à la direction de la santé militaire a fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense, division de l'administration et des services communs, soumissions, BP 298, Alger-Gare.

• En compagnie de militaires du Maroc, de Tunisie, de Côte-d'Ivoire et du Mali, des **stagiaires algériens** poursuivent, à la base aérienne de Mont-de-Marsan (France) une formation de contrôleurs aériens sur des équipements français en service dans chacun de leurs pays respectifs.

## Réélection du président

Selon le ministre de l'Intérieur, M. M'Hamed Hadj Yala, seuls 56 462 votants ont répondu non à la réélection pour un second mandat présidentiel de 5 ans, du candidat unique, M. Chadli Bendjedid, alors que 9 684 168 suffrages exprimés l'ont approuvé, soit une proportion de 95,36 %.

## Budget de 1984

Le budget de l'Algérie pour 1984 porte l'empreinte de la crise économique mondiale qui se traduit cette année par une plus grande rigueur dans la gestion des finances publiques et une certaine austérité dans la politique économique du pays. Selon la nouvelle loi de finances, le budget général pour 1984 s'élève à 105,735 milliards contre 98,667 milliards de dinars (1 dinar = 1,68 FF), soit une progression de 7 %. Cette enveloppe se répartit entre les dépenses de fonctionnement : 59,709 milliards de dinars et d'investissement : 46,026 milliards de dinars.

• Le ministère de l'Intérieur vient de passer un contrat avec la société Volvo BM (Suède) portant sur la livraison de 152 **chargeurs articulés** qui seront répartis sur plus de 50 chantiers de travaux publics à travers le pays.

## Nouvelle bataille du T ?

L'armée marocaine a entrepris la construction d'un nouveau Mur au Nord-Est du Sahara occidental pour protéger les positions qu'elle occupe depuis deux ans, a affirmé à Alger M. Salem Ould Salek, responsable des Relations extérieures du front Polisario, le 11 janvier. Selon celui-ci, environ 40 000 soldats marocains participaient à la construction de ce nouvel ouvrage dans la région d'Amgala pour renforcer le Mur déjà édifié en 1981, pour la protection des zones habitées délimitées par les localités d'El-Ayoune, Smara et Bou Craa. Le responsable sahraoui a précisé que le nouveau Mur devait s'étendre jusqu'à la frontière mauritanienne toute proche pour remonter ensuite vers le Nord, et rejoindre probablement les fortifications de Smara. De violents combats, a-t-il indiqué, se sont poursuivis depuis plusieurs semaines entre les troupes marocaines et les forces du front dans cette région. Selon M. Ould Salek, cette nouvelle tentative visait à la fois à couper en deux le Sahara occidental et à impliquer directement dans le conflit la Mauritanie.

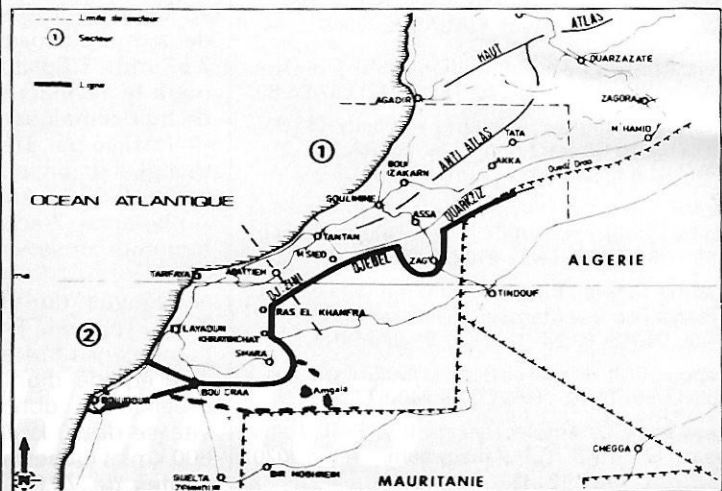
Attribuant à l'aide militaire américaine cette nouvelle escalade du roi du Maroc, le responsable sahraoui a également accusé le gouvernement français de poursuivre son soutien militaire au Maroc en lui fournissant des armements sophistiqués, et des techniciens. « Au cours des derniers combats », a-t-il précisé, « la présence des techniciens français réparant des véhicules et des matériels électroniques a été constatée ».

50 km de Bou Craa, précisait le communiqué du Polisario qui rejetait sur le Maroc « la lourde responsabilité de l'escalade militaire ».

Le front Polisario a relevé : « Le régime de Rabat a choisi de déclencher son aventure militaire quelques jours seulement avant la fin du délai (31 décembre) prévu comme limite pour la mise en exécution du plan de paix de l'OUA » prévoyant l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental précédé de négociations directes entre le Maroc et le front.

• Les forces du front Polisario ont attaqué une **importante concentration de troupes marocaines à l'Est de Bou Craa**, le 29 décembre, faisant plus de 100 morts parmi elles, selon un communiqué publié à Alger par le ministère de l'Information de la RASD. L'attaque, a précisé ce communiqué, s'est déroulée à Khechbiyine, à 70 km à l'Est de Bou Craa, au Sahara occidental. Elle a duré toute la journée. Selon le communiqué, l'opération s'est achevée par une retraite des forces marocaines « dans un état de désarroi et de désordre total ». Plus de cent soldats marocains ont été tués et un très grand nombre blessés. Environ 60 engins (chars, blindés, camions et Land Rover), des canons et des mortiers de divers calibres ont été détruits ou neutralisés et des dépôts de munitions, de carburant et de vivres ont été incendiés.

• Des unités de l'ALPS ont lancé le 31 décembre dans la région de Khechbiyine une nouvelle **attaque contre les troupes marocaines**, a annoncé un communiqué du ministère sahraoui de l'Information.



Dans la région d'Amgala, les troupes marocaines seraient en train de construire une seconde ligne avancée du Mur, représentée ici, grosso modo, en pointillé (---), de Bou Craa à Smara, selon les dires du front Polisario qui combattrait par ailleurs pour s'opposer à son érection

• Une **offensive militaire marocaine, d'une ampleur sans précédent menée par plus de 25 000 soldats** appuyés par des blindés et l'aviation, a été annoncée le 21 décembre par le front Polisario dans un communiqué publié à Alger.

Selon ce communiqué, les forces marocaines, parties le 20 de la région de Bou-Craa se dirigeaient vers la localité d'Amgala. « Des combats très violents » entre forces du front et troupes marocaines se sont déroulés à Ain Lachic, à l'Ouest d'Amgala, et à

Ce communiqué a précisé : « Les troupes marocaines encerclées ont violemment été attaquées. Au cours des combats, 75 soldats marocains ont été tués et des dizaines d'autres blessés, 23 engins blindés et véhicules légers, ainsi qu'une quantité importante d'armement lourd canons et mortiers, ont été détruits ».

• Le 22 décembre, le représentant en France du front Polisario, M. Fadel Ismail, a « lancé un appel pressant au gouvernement français, aux partis politiques, aux syndicats (...), en France,

pour dénoncer l'attitude belliciste du régime expansionniste marocain ». Le front, qui avait annoncé le 21 dans un communiqué à Alger une offensive militaire marocaine sans précédent au Sahara occidental, a estimé que le roi du Maroc « défie la communauté internationale qui vient d'entériner à l'ONU le plan de paix de l'OUA » et qu'il « opte pour l'escalade militaire ». Selon M. Fadel Ismaïl : « Le gouvernement français qui a participé au vote unanime du plan de paix de l'OUA à l'ONU est tenu d'assumer ses responsabilités, vis-à-vis de l'attitude anti-paix du roi du Maroc ».

## TUNISIE

### Emeutes

Le 2 janvier, les autorités ont officiellement annoncé que des émeutes dans le Sud avait fait 4 morts et un nombre indéterminé de blessés : « Des troubles et des manifestations ont éclaté le 29 décembre sur la voie publique dans les régions de Kébili, El-Hamma, Kasserine et Gafsa. Ces incidents provoqués par des chômeurs, des oisifs et des éléments hostiles ont donné lieu à des violences graves, des actes de pillage et des atteintes à des biens publics et privés, ce qui a nécessité l'intervention des forces de l'ordre pour faire face aux éléments nuisibles et limiter les dégâts... Les forces de l'ordre ont réussi à maîtriser la situation. On déplore 4 morts et des blessés parmi les forces de l'ordre et la population. La justice a entrepris une enquête pour déterminer les causes et les circonstances à l'origine des dommages corporels et matériels ».

Les troubles ont atteint ce jour-là l'important port de Gabès, à 400 km au Sud de Tunis, après avoir désorganisé la ville de Gafsa, à 150 km à l'intérieur des terres. Des magasins ont été pillés et des attroupements ont été dispersés par les forces de l'ordre.

La population du Sud tunisien manifestait contre le doublement des prix du pain et de la semoule.

• L'état d'urgence a été décrété sur l'ensemble du territoire et le couvre-feu a été instauré de 17 h GMT à 04 h 00 GMT. Le décret l'instaurant a été adopté le 31 décembre par le président Bourguiba.

Ce jour-là, la situation a continué de se dégrader à Tunis et dans l'intérieur du pays, où les manifestations violentes qui se sont poursuivies durant toute la journée auraient fait au moins une vingtaine de morts, selon des sources officielles. A Tunis, les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour la première fois avec leurs armes individuelles lors d'affrontements avec les manifestants qui ont pris l'ampleur d'une véritable émeute, incitant le ministère de l'Intérieur à lancer un appel au calme à la population. L'armée, qui avait sorti des véhicules blindés armés de mitrailleuses légères et avait pris position aux points névralgiques de la capitale, et la police, étaient engagées en début de soirée sur de multiples fronts, à la fois à Tunis et dans sa banlieue, face aux manifestants, souvent très jeunes, qui protestaient contre les récentes hausses des prix du pain et des céréales. Plusieurs autobus et des dizaines de voitures ont

été incendiés dans les quartiers résidentiels.

Des manifestations et des affrontements étaient également signalés un peu partout, le soir, dans les banlieues de Tunis, aussi bien dans les quartiers résidentiels que dans les cités ouvrières et aux abords des facultés.

Selon des informations en provenance de plusieurs villes, la situation semblait également se dégrader rapidement à l'intérieur du pays, et notamment dans le Sud. Des affrontements ont éclaté de nouveau le 3 à Gafsa. L'envoyé spécial de l'AFP à Gabès signalait que des tirs avaient toujours lieu dans la ville où des chars patrouillaient. La ville de Kef, à 180 km à l'Ouest de Tunis, près de la frontière algérienne, a été ravagée par des émeutes ; le palais de justice et les super-marchés ont brûlé, entre autres, selon les informations parvenues de cette région. Sfax, la seconde ville du pays, à 250 km au Sud de Tunis, a été atteinte par les troubles en même temps que Tunis et des affrontements violents se seraient déroulés dans la ville. Selon d'autres informations, les villages entourant les grandes villes atteintes par les émeutes, auraient été, eux aussi, le théâtre de manifestations. Les liaisons ferroviaires et la circulation routière entre la capitale et les villes du Sud étaient par ailleurs toujours sérieusement perturbées tandis que le service de trains entre Sfax et Gabès était interrompu.

A la tombée de la nuit du 3 janvier, alors que d'épaisses fumées noires couvraient le ciel de la cité, la capitale, habituellement grouillante de monde, prenait l'allure d'une ville morte, avant même que les autorités n'aient décrété officiellement le couvre-feu. Les rues désertes étaient parcourues par des patrouilles motorisées des forces de l'ordre tandis que les hélicoptères survolaient en une grande ronde incessante l'agglomération.

Jusqu'à-là épargnée par les émeutes, Tunis a été comme prise au dépourvu. Dès les premières heures de la journée, des manifestants, pour la plupart des jeunes, ont fait irruption en plusieurs endroits de l'agglomération tunisoise, renversant sur leur passage des voitures et brisant les devantures des magasins. Sur l'avenue Bourguiba, des policiers nerveux, visiblement débordés par ces manifestations spectaculaires, ont été aperçus par des témoins faisant usage de leurs armes individuelles et de grenades lacrymogènes pour contenir les manifestants qui s'approprièrent à envahir l'une des grandes artères de la capitale. Un appartement a été incendié dans ce secteur, selon des témoins. Les émeutes les plus violentes semblent s'être produites à proximité du campus universitaire, situé à la périphérie nord de Tunis. Selon des témoignages, les étudiants ont mis le feu à de vieux pneus et à des poutres en bois destinées au futur métro de la capitale avant de se heurter à la police. Des autobus ont également été incendiés.

Face à cette brusque remontée de la tension, le président Bourguiba, qui avait quitté Tunis le matin pour Monastir, sa ville natale, pour y préparer les festivités du cinquantenaire du parti au pouvoir, a regagné Tunis le soir.

• Le 4 janvier, la situation était calme dans l'ensemble en début d'après-midi à Tunis, quadrillée par l'armée après les violentes émeutes de la veille. La vie était quasi-normale vers 13 h GMT dans la capitale si l'on exceptait la présence de blindés stationnés dans les grandes artères et aux principaux carrefours, et les traces de violences de la veille. Des équipes de pompiers étaient au travail en divers points de l'agglomération pour y noyer les derniers incendies allumés par les émeutiers. Des escarmouches isolées entre de petits groupes de manifestants et les forces de l'ordre étaient cependant signalées en quelques endroits de la grande banlieue, notamment au Kram, près de Carthage, à 15 km au Nord-Est de Tunis, et dans une cité ouvrière du Bardo, sur la route de Mateur, au Nord-Ouest de Tunis.

En revanche, le grand port de Sfax, deuxième ville de Tunisie, entièrement quadrillé par l'armée et la police, donnait l'impression d'une ville morte, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP.

• Le 6 janvier, le président Bourguiba a ordonné la libération de tous les Tunisiens arrêtés lors des émeutes qui ne sont pas coupables de vols, de pillages ou de déprédations.

• Le président Bourguiba a décidé de dissoudre la préfecture de police du district de Tunis. Les attributions de cet organisme, créé le 4 avril 1983, seront rattachées à la direction générale de la police nationale. D'autre part, le président a nommé le colonel Habib Ammar au poste de commandant de la garde nationale en remplacement de M. Ameer Ghérida, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur.

• Début janvier, dans le golfe d'Hamamet, plusieurs bâtiments soviétiques étaient regroupés : le croiseur nucléaire lance-missiles Kirov, un bateau de commandement et de soutien logistique, numéro 940, de type Don, un pétrolier et un destroyer lance-missiles de type Kashin, lequel avait fait escale à Annaba (Algérie) du 27 au 29 décembre.



Blindé Panhard AML-90 F1 (France) des forces armées tunisiennes

• Le 6 janvier, le président Bourguiba a annoncé sa décision d'annuler toutes les augmentations des prix du pain et des produits céréaliers de base à l'origine d'une semaine d'émeutes dans tout le pays depuis le 29 décembre.

• Le 6 janvier, le Premier ministre Mohamed Mzali a estimé, après l'annulation du doublement des prix du pain, que c'était un « signe de sincérité du gouvernement » de reconnaître qu'il a peut-être trop surestimé la capacité du peuple tunisien à accepter ces économies et ces sacrifices pour renforcer l'économie ». Dans une interview diffusée par Radio-France-internationale, après l'intervention télévisée du président Bourguiba, M. Mzali a déclaré qu'il pensait que « ça ne passait pas et que le président était seul capable de redresser la situation ». « Mais en tout état de cause », a poursuivi M. Mzali, « il fallait d'abord sécuriser les gens et leur montrer que l'Etat était là. Il fallait rétablir l'ordre dans la rue et après rétablir l'ordre dans les cœurs, et seul le président Bourguiba était capable de cela ».

• Le 6 janvier, le couvre-feu a été réduit de trois heures pour être ramené à huit heures, de 20 h à 04 h sur l'ensemble de la Tunisie.

• Un commando armé de quatre hommes venant de Libye a fait sauter dans la nuit du 7 au 8 janvier l'oléoduc reliant les champs pétrolifères algériens d'Ain-Amenas au port pétrolier de la Skhira. L'explosion a eu lieu à deux kilomètres de la frontière tuniso-libyenne, dans l'Extrême-Sud, près de la localité d'Hanchir El Bassassa. Le ministre des Affaires étrangères a adressé une note aux autorités libyennes. Une enquête effectuée sur place par une patrouille de l'armée a établi que le commando avait déchargé une caisse d'explosifs le long de l'oléoduc, qui a explosé sur une longueur de quatre mètres et a pris feu. L'incendie a été maîtrisé le 8 janvier dans l'après-midi, après que des contacts avec les responsables algériens eurent permis de stopper l'écoulement du pétrole.

La société algérienne Sonatrach a pris toutes les dispositions nécessaires pour dévier vers les ports algériens les quantités de pétrole précédemment destinées à être acheminées par la Tunisie, après la rupture de l'oléoduc.

• Le 24 décembre, le Ionian Glory, l'un des cinq ferry-boats grecs qui ont participé à l'évacuation des combattants palestiniens de Tripoli (Liban), est